

« Les Nouvelles de Birmanie » - Numéro 18

Avril 2007

✓ EDITO

U Bo Hla Tint, député élu de la Ligue Nationale pour la Démocratie d'Aung San Suu Kyi en 1990 et membre de la commission des Affaires étrangères du NCGUB (gouvernement birman en exil) a rencontré le 26 février le ministre des Affaires étrangères français M. Philippe Douste Blazy. Cette rencontre, première rencontre d'un représentant de l'opposition birmane et d'un ministre des Affaires étrangères français, était organisée par Info Birmanie avec le concours de la comédienne Jane Birkin. U Bo Hla Tint y était accompagné de Jane Birkin.

Les points suivants furent abordés au cours de l'entretien :

- (1) Les conditions de détention d'Aung San Suu Kyi et la possibilité pour la France d'émettre une déclaration demandant sa libération immédiate ainsi que celle de tous les prisonniers politiques birmans.
- (2) Le besoin d'initiatives renforcées de l'Union européenne et de la France en particulier en vue de l'obtention d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) sur la Birmanie.
- (3) La possibilité pour la France d'utiliser ses relations privilégiées avec certains pays africains pour obtenir leur soutien à un projet de résolution du CSNU sur la Birmanie.
- (4) Le soutien que peut apporter la France en vue de convaincre la Chine d'accepter de tenir une « discussion à six nations » (Chine, Union européenne, Etats-Unis, Asean, Inde et Japon) sur le modèle de ce qui a pu être entrepris avec la Corée du Nord.
- (5) L'obtention d'une position commune européenne sur la Birmanie renforcée, ou au moins maintenue dans son état actuel.

Le ministre des Affaires étrangères a fait savoir qu'il n'y aurait aucune difficulté à émettre une déclaration demandant la libération immédiate de l'ensemble des prisonniers politiques birmans dont Aung San Suu Kyi.

Concernant les démarches relatives au CSNU : le ministre a fait savoir que ce ne serait pas évident au vu de l'usage récent par la Chine et la Russie du veto dont ils disposent au CSNU pour s'opposer au projet de résolution présenté par les Etats-Unis au Conseil. Il s'est cependant engagé à faire tous les efforts possibles en ce sens.

Concernant le troisième point, le ministre s'est engagé à entreprendre tout ce qui pourrait l'être.

Concernant le quatrième point, le ministre a approuvé l'idée et s'est engagé à en parler à son homologue chinois lors de son prochain voyage en Chine.

Concernant le cinquième point, le ministre s'est engagé à ce que la position commune européenne soit au moins maintenue en l'état.

A ce jour, certains des engagements du ministre ne semblent pas avoir été tenus, Philippe Douste-Blazy n'ayant pas abordé avec son homologue chinois l'idée d'une « discussion à six nations » autour de la situation en Birmanie. Le maintien en l'état de la position commune européenne semble cependant acquis. Info Birmanie tiendra ses lecteurs informés de la réalité des engagements français sur la question birmane.

✓ FIL D'ACTUALITE - Février & Mars 2007

Sources : AFP, BBC, AP, Irrawaddy, Burmanet, Reuters, Le Monde, Bangkok Post, DVB

- FEVRIER 2007

26 février : Accord entre l'OIT et la Birmanie sur la création d'un mécanisme des plaintes pour les victimes de travail forcé

L'accord conclu entre l'Organisation Internationale du Travail et le gouvernement birman va permettre aux victimes de travail forcé un recours en réparation, sans crainte de représailles. Il établit la façon dont l'Officier de Liaison de l'OIT à Rangoon traitera des plaintes de travail forcé.

Le 22 février : De 80 000 à 1 million de travailleurs birmans à Bangkok

Le gouvernement birman évalue à environ 300 000 le nombre de birmans travaillant actuellement en Thaïlande. Ce chiffre serait plus proche de un million selon d'autres sources. Seulement 80 000 d'entre eux auraient obtenu un permis du ministère du Travail thaïlandais. Le journal étatique *The New Light of Myanmar* s'est offusqué de cette situation qu'il qualifie de « trafic d'êtres humains ».

Les autorités birmanes jugent avoir fait ce qu'il fallait pour améliorer le sort des travailleurs birmans en Thaïlande. Ainsi, soixante-dix agences sont aujourd'hui autorisées à trouver des opportunités de travail aux birmans souhaitant travailler à l'étranger. Depuis novembre 2006, la junte a également accepté de délivrer un « passeport temporaire » aux birmans qui ont travaillé illégalement dans le passé en Thaïlande. Ces derniers peuvent ainsi devenir en Thaïlande des travailleurs **invités** légaux.

D'après un rapport du **Haut Comité aux Réfugiés des Nations Unies** de 2005, la Birmanie est la troisième plus grande source de réfugiés au monde après l'Afghanistan et l'Irak. À la fin de 2005 on comptait plus de 700.000 birmans ayant fui leur pays. En dix ans, entre 1995 et 2005, le flux de réfugiés a augmenté de 48% à 800% dans les pays voisins de la Birmanie.

Le 19 février : Les Etats-Unis très préoccupés par le renforcement des liens militaires entre l'Inde et la Birmanie

Les **Etats-Unis** ont observé d'un œil très inquiet les récents transferts militaires de l'Inde vers la Birmanie. Cette coopération renforcée entre les deux pays s'est concrétisée début 2006 par une série de visites de hauts responsables militaires des deux côtés de la frontière indo birmane depuis **cette date** ainsi que par la signature de divers contrats militaires et énergétiques. L'administration Bush préférerait voir le gouvernement indien faire pression sur la junte birmane pour que cette dernière mène des réformes démocratiques.

Depuis 1993, New Delhi a revu sa position concernant le gouvernement militaire de la Birmanie passant de la condamnation de la junte militaire à la recherche d'une collaboration avec cette dernière. Cette nouvelle politique aurait trois objectifs principaux selon les analystes : se débarrasser des « insurgés » indiens basés **en** Birmanie, avoir accès au gaz birman, et contrer l'influence grandissante de la Chine à Naypyidaw.

Les provinces indiennes d'Assam, Manipur, Mizoram, Nagaland et Arunachal Pradesh, limitrophes des régions éloignées et difficiles d'accès de la Birmanie, sont le théâtre d'insurrections depuis des décennies. Mais la nécessité d'accéder au gaz birman et l'attaque en juillet 2006 d'un poste militaire à Assam par Le Front Uni de Libération Nationale, l'un des plus anciens groupes armés défiant New Delhi, semblent avoir renforcé la volonté de l'armée indienne de s'occuper des rebelles. Il est quasiment impossible pour l'Inde de contrer l'insurrection le long de la frontière Nord-Est sans une coopération militaire efficace de la Birmanie. En septembre 2006, après une série de négociations dans le cadre de l'Asean, le régime de Naypyidaw a juré d'expulser tous les insurgés gênant ses voisins et cherchant refuge sur le territoire birman. Cependant, la junte affirme que l'accès difficile aux régions frontalières, de par le manque de routes, a minoré ces efforts. Elle a de ce fait également réclamé de l'équipement et des conseils indiens pour bâtir des routes.

L'Inde est maintenant le quatrième partenaire commercial de la Birmanie. Ses investissements ont atteint 35.08 millions de dollars US l'année dernière.

Le 16 février : L'Indonésie questionne la Birmanie sur l'avancée du processus de transition démocratique

A la suite des deux journées de réunions ministérielles entre la Birmanie et l'Indonésie à Jakarta, le ministre des affaires étrangères birman a expliqué à son homologue indonésien **Hassan Wirujada** que la Birmanie planifiait de clore les travaux de la Convention nationale à la fin de l'année. Toutefois, il a refusé de dire

quand Aung San Suu Kyi et les autres prisonniers politiques pourraient être libérés tout en garantissant que des médecins pourront continuer à rendre visite à Aung San Suu Kyi

Ces commissions, établies il y a un an, montrent que l'Indonésie, malgré son abstention au Conseil de Sécurité en janvier dernier dans le cadre du vote d'une résolution sur la Birmanie, est impatiente de voir s'accélérer le processus birman de transition démocratique. Les officiels indonésiens pensent qu'ils sont les mieux placés pour mener les discussions au nom de l'Asean puisque leur pays a connu récemment une transition d'un régime militaire à une démocratie multipartite. Les occasions de dialogue entre les deux pays se sont ainsi multipliées grâce à l'envoi d'envoyés spéciaux indonésiens en Birmanie, notamment l'ancien ministre des Affaires étrangères **Ali Alatas**. Malheureusement, leur rôle n'a pas été très clairement défini, ce qui nuit à l'efficacité des négociations.

Le manque de progrès de la Birmanie dans le processus de transition démocratique bloque actuellement les discussions commerciales entre l'Union européenne et l'Asean. Les prochaines vont se tenir en mai prochain. Si aucune solution n'est trouvée, les négociations commerciales seront alors menées au niveau bilatéral, a prévenu le commissaire européen.

Le 13 février : Prolongation de l'assignation à résidence du dirigeant de l'opposition Tin Oo

La junte militaire birmane a prolongé l'assignation à résidence de **Tin Oo**, le numéro deux du parti d' Aung San Suu Kyi, en dépit des appels de sa formation et de la communauté internationale à le relâcher. Tin Oo est vice-président de la Ligue nationale pour la démocratie et est assigné à résidence depuis mai 2003.

Le 12 février : Célébration de la 60^e « Journée de l'Unité »

Le comité représentant le parlement du peuple - CRPP, organisation réunissant les groupes d'opposition à l'intérieur de la Birmanie -, la LND et le groupe d'étudiants « Génération 88 » ont célébré la journée de l'Unité et ont appelé le régime à résoudre d'urgence les problèmes du pays, à honorer les accords de Panglog signés en 1947, à libérer tous les prisonniers politiques, dont Aung San Suu Kyi, et enfin à respecter et protéger les droits des différentes ethnies composant l'Union birmane.

De leur côté, les autorités birmanes ont condamné l'attitude des pays occidentaux qui cherchent à interférer dans les affaires domestiques de la Birmanie et imposent des sanctions économiques pour affaiblir le pays. Elles ont rappelé que le pays suivrait son propre processus de démocratisation composé de sept étapes. Trois ans après son lancement officiel, le gouvernement n'est pourtant pas parvenu à achever la première étape, la rédaction d'une nouvelle constitution.

Le 11 février : Le président d'Afrique du Sud juge l'action de l'ONU en Birmanie illégale

Thabo Mbeki a déclaré que les Nations Unies ne respectaient pas le droit international en cherchant à faire voter par le Conseil de Sécurité une résolution appelant à la démocratisation de la Birmanie. Nouveau membre non permanent au sein du Conseil de Sécurité, l'Afrique du Sud a voté en janvier dernier contre la proposition américaine de résolution sur la Birmanie.

Le président sud africain a confirmé que cette décision était parfaitement juste au regard du droit international, notamment de la charte des Nations Unies. Il a ajouté que le Conseil de Sécurité ne pouvait demander le respect du droit international tout en étant le premier à le violer. Son mandat est limité aux menaces pour la paix dans le monde, et le problème birman ne peut seulement être traité par le Conseil des droits de l'homme.

Le 09 février : Le fonds onusien d'urgence finance des programmes humanitaires en direction des Rohingyas

Les Nations Unies ont annoncé allouer 1.35 millions de dollars US aux programmes humanitaires, notamment ceux concernant les birmans réfugiés le long de la frontière avec le Bangladesh. Un million de dollars iront ainsi aux 30 000 réfugiés Rohingyas. Les 354 976 dollars restant seront utilisés pour financer les programmes de lutte contre le virus du Sida à l'intérieur de la Birmanie menés par Médecins sans frontières (ONG présente en Birmanie depuis 2004, notamment dans la division de Teneasserim). Enfin, \$230 000 seront alloués pour divers projets sanitaires et d'assainissement de l'eau en Birmanie.

En mars 2006, l'ONU avait déjà alloué \$3.8 millions aux programmes onusiens en Birmanie. En décembre 2005, plus de un million de dollars US et \$52 645 avaient été donnés respectivement au HCR et à

l'organisation internationale des migrations afin de répondre à la situation humanitaire catastrophique dans les Etats Karen et Mon. En janvier dernier, l'UNICEF avait reçu de son côté \$1.5 millions pour ses programmes de santé en Birmanie, alors que le PAM touchait la somme de \$ 1 million pour fournir de la nourriture aux birmans souffrant de malnutrition dans les Etats Shan et Arakan et la division Magway.

Le 08 février : Le nombre de touristes en Birmanie a connu une baisse en 2006

Le nombre de touristes visitant la Birmanie atteint 630 000 en 2006, soit une baisse de 5% par rapport à l'année 2005. Les thaïlandais (30400 touristes), les chinois (24 893), les japonais (18 945) et les coréens (18 265) sont les nationalités les plus représentées. Parmi les européens, les allemands (18 003) sont les plus nombreux à se rendre en Birmanie, suivis des Français (15 498) alors que les Américains ont été 18 052 à visiter le pays en 2006.

Toutefois, les revenus découlant de l'activité touristique ont eux accru de 7% pour atteindre 164 millions de dollars US, ceci en raison de l'augmentation des taxes d'hébergement.

- MARS 2007

Le 28 mars : Le CICR sur le point de quitter définitivement la Birmanie

Le Comité international de la Croix-Rouge a décidé de fermer deux de ses bureaux en Birmanie, ceux de Mawlamyine (Etat Mon) et de Kyaing Tong (Etat de Shan). Surtout, il envisage très sérieusement de se retirer totalement du pays en raison de l'obstruction toujours plus grande des autorités militaires qui paralyse son travail humanitaire. Par ailleurs, les pourparlers entre le ministère birman de l'intérieur et l'organisation ont échoué.

Le personnel du CICR ne peut toujours pas rendre visite aux détenus dans l'ensemble du pays, ou encore mener des enquêtes indépendantes sur le terrain dans des régions "sensibles" proches des frontières. Or les conditions de vie et de sécurité des civils habitant dans les zones frontalières sensibles restent très préoccupantes pour le CICR, et des signes forts indiquent une détérioration des conditions de détention et du traitement réservé aux détenus dans plusieurs lieux d'incarcération.

En 2006, le CICR avait déjà réduit de 56 à 16 le nombre de ses collaborateurs expatriés. Les visites de prison sont dans tous les cas suspendues depuis 2005.

Le 28 mars : la justice belge dessaisie de l'instruction de la plainte contre Total

Suivant le réquisitoire du ministère public, la cour de cassation a définitivement déssaisi la justice belge de l'instruction de la plainte pour crimes contre l'humanité déposée par quatre Birmans contre Total. L'instruction judiciaire n'est restée qu'à ses débuts, et aucune inculpation n'a été prononcée car le traitement du dossier a été marqué par des péripéties juridiques relatives à la compétence de la justice belge.

Le 27 mars : Journée des Forces Armées à Naypyidaw

Quelque 15 000 soldats ont participé à la parade militaire annuelle qui s'est tenue pour la première fois dans la nouvelle capitale administrative, Naypyidaw.

Than Shwe a présidé la cérémonie au cours de laquelle il n'a pas montré le moindre signe de faiblesse, malgré les rumeurs sur la dégradation de son état de santé. Il a été hospitalisé à Singapour en janvier dernier. Le premier ministre Soe Win est lui-même actuellement hospitalisé dans ce pays.

Devant les ministres, les généraux, les attachés militaires étrangers ainsi que la presse locale et internationale, invitée en nombre pour l'occasion, il a prononcé un discours d'une dizaine de minutes aux accents belliqueux, notamment contre les États-Unis : « **Des pays puissants cherchent à imposer leur influence sur notre nation et sont prêts à tout pour miner l'unité nationale** », a-t-il dit. Il a terminé son discours en promettant « d'éliminer, avec l'ensemble de la population, tous les dangers émanant d'éléments destructeurs internes et externes qui empêchent la stabilité et le développement de l'État ».

« C'était un vrai show et c'était un discours assez typique de la Journée des Forces Armées », a déclaré l'attaché de défense américain, le colonel **Daniel Tarter**.

Au même moment, **la LND** réunissait environ quatre cents de ses membres ainsi que quelques diplomates

pour célébrer le mouvement de résistance à l'occupation japonaise pendant la seconde Guerre mondiale, à l'origine de l'indépendance du pays. Ces leaders ont fustigé la mauvaise gestion économique des généraux au pouvoir et leur ont demandé de s'atteler d'urgence à trouver de vraies solutions à l'appauvrissement de la population. L'inflation galopante a abouti le mois dernier à Rangoon à la première manifestation populaire contre la junte depuis une décennie.

Le 26 mars : Pauvre armée birmane !

En dépit de la proportion importante que représentent les dépenses militaires dans le budget national, plus de 40%, l'armée du SPDC montre des signes de déclin : encadrement de mauvaise qualité, moral en baisse, ressources mal gérées et réels problèmes de recrutement, hausse des cas de désertion. Cet état désastreux de l'armée birmane a été révélé par un document interne confidentiel, issu de la réunion de deux cents officiers militaires en septembre 2006.

9497 soldats ont été recensés absents pendant les quatre mois précédents la réunion. 7000 soldats doivent être enrôlés chaque mois pour une population masculine âgée de 18 à 25 ans, évaluée à 6-7 millions de personnes. Le virus du Sida et les infections hépatites font des ravages parmi le personnel militaire. Plus de 13700 soldats, dont 2182 officiers, seraient infectés par le virus du Sida ou par l'hépatite B. Soit environ 4% des forces armées.

Le recrutement forcé, aussi bien d'enfants que d'adultes, est monnaie courante afin de tenir ces objectifs. 20% du personnel militaire aurait ainsi moins de 18 ans. Une commission pour la prévention du recrutement de mineurs a pourtant été installée en 2004 pour collaborer avec les Nations unies à l'éradication des enfants soldats. Six réunions se sont tenues depuis dont la dernière en février dernier, mais sans grand effet.

Pour remédier à la situation, il a été demandé aux commandements régionaux de modifier leurs méthodes de recrutement et d'améliorer les conditions de vie dans les bataillons. Les salaires seront augmentés, des inspections hebdomadaires seront instaurées et les plaintes des soldats devront être traitées avec plus de sérieux.

Le 25 mars : La Birmanie, « catastrophe régionale » pour les parlementaires de l'Asean

Réunis à Mae Sot, les parlementaires de l'ASEAN, membres de l'AIPMC, ont estimé que le manque de démocratie de ce régime continue d'affecter gravement les pays voisins et l'ASEAN dans son ensemble. Ils ont exhorté leurs gouvernements à reconnaître ces graves problèmes humanitaires que cause le régime birman et à prendre fermement position contre.

Les parlementaires ont aussi convenu que l'ASEAN et ses gouvernements se devaient de protéger les réfugiés et travailleurs migrants dans chaque pays et de veiller à ce qu'on accorde à ces groupes de personnes vulnérables les droits régis par les lois internationales.

« Depuis dix ans, les autorités birmanes nous ont promis des cessez-le-feu et de nombreux plans menant à la démocratie, mais le nombre de réfugiés ne cesse d'augmenter ! En Thaïlande, les réfugiés arrivant de Birmanie ont augmenté de 50%. En Malaisie de 300%. C'est une catastrophe humanitaire » a déclaré le Dr Wan Azizah, membre malais du Parlement.

« Nous sommes au 21^e siècle, cette tragédie ne peut plus être tolérée. L'ASEAN doit prendre des mesures fermes, à un niveau régional et international, pour mettre fin aux abus qui font fuir les populations birmanes. J'espère sincèrement que mon pays, l'Indonésie, se servira de sa voix au Conseil de Sécurité de l'ONU, pour résoudre ces problèmes urgents » a dit Djoko Susilo, d'Indonésie. « Nos gouvernements doivent aussi prendre sous leur protection les réfugiés birmans. Après tout l'ASEAN a sa part de responsabilité, en tolérant cette situation en Birmanie depuis des décennies. Des régimes comme celui-là ne devraient pas exister de nos jours. », a-t-il ajouté.

Les parlementaires se sont rendus à la frontière birmano thaïlandaise afin de rencontrer des réfugiés. Ils se sont rendus au camp de réfugiés et à la clinique de Mae Tao, tenue par le Dr Cynthia Maung et ont rencontré de nombreuses organisations birmanes et non birmanes.

« Cette visite nous a donné la possibilité de voir les problèmes birmans, dans ses aspects humains. Cela a renforcé notre résolution à poursuivre nos efforts pour demander des vraies réformes au Myanmar », a conclu Charles Chong, de Singapour.

22 mars : La Birmanie refuse d'exporter du gaz vers l'Inde

La Birmanie a choisi la Chine plutôt que l'Inde pour exporter le gaz provenant des blocs off-shore A-1 et A-3 situés dans le Golfe de Bengale. Les autorités chinoises vont construire un gazoduc de 900 km entre le Golfe de Bengale et la frontière alors que seulement 290 km sépare la zone off-shore et l'Inde.

19 mars : 600 Karens protestent contre les combats

Plus de 600 Karens du village Vallay Kee ont appelé l'ensemble des groupes armés – l'armée birmane, la KNU, le groupe dissident Karen la KDBA, nouvel allié de l'armée birmane - à la cessation des combats. Ils ont enfin explicitement demandé à l'armée birmane de mettre fin au travail forcé.

Les manifestants ont marché vers la ville thaïlandaise Phop Phra avant d'être bloqués sur le pont par l'armée thaïlandaise, les autorités de Bangkok leur ayant refusé l'entrée du pays.

Le 14 mars : Les locaux protestent contre le projet de barrages le long du fleuve Salween

Dans le cadre de la journée d'action contre la construction de cinq barrages sur le Salween en Birmanie et à l'appel des ONG « Saw Karen » et « Karen Rivers Watch », plus de 500 habitants birmans et thaïs vivant le long du fleuve se sont rassemblés et ont demandé aux autorités birmanes de geler le programme.

Les manifestants ont également appelé les firmes étrangères à n'apporter aucun soutien à la junte militaire dans le cadre de ce projet. Car sans leurs investissements et leur expertise, les généraux birmans ne seront pas capables d'ériger les barrages. La compagnie chinoise Sinohydro et la firme thaïlandaise « Electricity Generating Authority » y collaborent actuellement.

Le groupe Karenni de recherche en développement a publié à l'occasion [un](#) rapport montrant que 12 civils ont été tués par des mines et que 1100 villageois ont fui vers la Thaïlande entre 2006 et 2007 en raison de la construction du barrage Wei Gyi sur le fleuve Salween. Environ 30 000 Karenni seront directement touchés par ces travaux.

Le 13 mars : La junte renforce son emprise sur l'aide humanitaire internationale en Birmanie

Les autorités birmanes ont décidé de renforcer leur contrôle sur l'aide humanitaire internationale en créant des comités de coordination au niveau local. Ces comités seront composés par des membres des associations progouvernementales et auront pour fonction de surveiller les équipes humanitaires et de s'assurer que leurs activités ne vont pas au-delà de leur mission. Cette décision va affecter directement l'ensemble des soixante-dix NGO internationales qui opèrent actuellement en Birmanie.

Cette décision viserait principalement le Fonds 3D, créé par la Commission européenne et quelques pays européens afin de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, en réaction au départ de Birmanie du Fonds global. Les projets du fonds devraient débuter en avril et impliqueront une quarantaine NGO locales et internationales.

Alors que les travailleurs humanitaires refusent toute interférence de Rangoon dans leurs projets, la LND a déclaré que ce type de projets devait conserver leur indépendance.

Le 12 mars : Lancement par Génération 88 de l'opération « Dimanche blanc »

Une nouvelle campagne baptisée « Dimanche blanc » a été lancée par le groupe étudiant Génération 88 afin de soutenir les familles des prisonniers politiques habitant Rangoon et dans ses alentours en raison des restrictions gouvernementales. Les militants se sont habillés tout en blanc pour visiter les familles du satiriste Thein Zan, récemment interrogé par la police, ou encore de Aye Aung ou de San Zaw Htwe.

Comme ce fut déjà le cas avec la campagne précédente « A cœur ouvert », aucune date de fin n'a été mentionnée.

Le 12 mars : La Thaïlande exploite toujours plus de gaz birman

Des réserves de gaz naturel ont été découvertes dans les eaux birmanes renforçant la position de la Birmanie comme étant l'un des pays sud asiatiques les plus riches en hydrocarbures. La dernière découverte a été réalisée par le thaïlandais PTTEP dans le golfe de Martaban à 300 km environ au sud de Rangoon. La compagnie thaïlandaise a une concession avec la MOGE pour développer le bloc M-9 dont le potentiel d'exploitation a été révisé à la hausse avec 70 billions de mètre cube de gaz, ce qui fait de ce bloc le plus important de Birmanie. La production devrait être lancée aux alentours de 2011 ou de 2012 pour exploitation locale ainsi que l'exportation vers la Thaïlande.

Cependant, ce sont les champs de Schwe situés dans le Golfe de Bengale qui rassemble les plus importantes réserves de gaz. Mais leur exploitation est ralentie par l'indécision des autorités birmanes qui ne parviennent pas à se décider qui de la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et la Thaïlande exploitera les différents blocs.

Virtuellement, l'ensemble du gaz birman est actuellement exporté et est devenu la première source de richesse du pays. La Thaïlande est le plus gros client avec une valeur de plus de US\$ 1 million par an d'achat.

Différents analystes pensent que la junte devrait opter pour l'offre du consortium mené par le coréen Daewoo, qui a proposé de construire un terminal de liquéfaction du gaz dans le port de Sittwe. Ce projet permettra à la junte de gagner en flexibilité, en comparaison avec les offres indienne et chinoise de construction de gazoducs à travers le pays.

Suite aux divers problèmes nés du partenariat entre la Chine et la Corée du Sud pour exploiter les blocs A-1 et A-3, la MOGE est maintenant en permanence associée dans les contrats d'exploitation du gaz signés avec les compagnies étrangères.

Le 12 mars : U Win Tin a 77 ans aujourd'hui **Extraits du communiqué de presse de RSF**

U Win Tin, le plus célèbre journaliste birman, fête son 77e anniversaire dans sa cellule spéciale de la prison d'Insein à Rangoon. A cette occasion, il a lancé un appel à la résistance contre le régime militaire qui l'emprisonne depuis juillet 1989. "Tous les prisonniers politiques doivent être libérés et le Parlement démocratique doit être réuni. Nous ne devons pas abandonner ces demandes", a confié U Win Tin à l'un de ses proches qui est autorisé à lui rendre visite.

Trois jours auparavant, le directeur général des prisons a rendu visite à U Win Tin. Ce dernier lui a fait valoir ses droits de prisonnier politique : "Je ne vais pas vous supplier de me libérer. C'est mon droit d'être libéré car j'ai purgé 18 de mes 20 ans de prison. Je dois pouvoir profiter d'une libération anticipée." Mais le directeur général lui a répondu qu'il ne pouvait pas en bénéficier car il n'avait pas travaillé pendant sa détention. U Win Tin lui a répondu qu'étant prisonnier politique, il ne pouvait être contraint au travail en détention. Dans le passé, les autorités pénitenciaires avaient promis à des responsables du Comité international de la Croix-rouge (CICR) que U Win Tin bénéficierait d'une libération anticipée et que sa peine ne serait pas prolongée.

"Ma vision, mes opinions et mes principes n'ont pas changé", a expliqué le journaliste qui a appelé les militants démocrates à résister à la répression.

U Win Tin est actuellement contraint de suivre un traitement pour des problèmes de tension artérielle et d'inflammation de la prostate.

Reporters sans frontières et la Burma Media Association appellent à signer une pétition internationale sur www.rsf.org en faveur de la libération d'U Win Tin.

Le 05 mars : La campagne de lettres « Cœur ouvert » prend fin après deux mois

La campagne de lettres « Cœur ouvert », lancée par Génération 88 le 4 janvier dernier, Jour de l'indépendance, vient de se clôturer. L'objectif était d'encourager les birmans à écrire des lettres à l'attention de Than Shwe, et dans lesquelles ils devaient exprimer l'ensemble de leurs griefs vis-à-vis du gouvernement. Plus de 20 000 lettres ont été rassemblées. Elles vont maintenant être triées par thèmes avant d'être envoyées aux généraux.

- RECOMPENSES

✓ Mention spéciale du Jury pour un documentaire sur le peuple Karens

Au festival international du grand reportage d'actualité et du documentaire de société qui s'est tenu au Touquet du 21 au 25 mars dernier, le reportage de 52 minutes « **Un génocide à huit clos** » d'Alexandre Dereims s'est vu décerner une mention spéciale du Jury. Ce documentaire est un récit haletant, sans temps mort ni grandiloquence de la rencontre du journaliste avec le peuple Karen, massacré par la junte birmane et obligé de se réfugier toujours plus loin dans la forêt tropicale. Il a été diffusé récemment sur M6 dans l'émission « 66 minutes » le dimanche 12 novembre 2006 en fin d'après-midi.

Après des études de mathématiques à Montpellier, Alexandre Dereims a travaillé comme monteur pour des émissions et des magazines de reportage et de documentaires. Depuis trois ans, il réalise des documentaires. Filmographie : 2002 : *La vie d'un intouchable, pousse-pousse à Calcutta* ; 2003 : *La mort en face* ; 2004 : *Le procès des Khmers rouges*

- ARTICLES

✓ « Birmanie : ce que Total devrait faire »

Entretien avec Ka Hsaw Wa, qui défend l'environnement et les droits de l'homme.

Par François Sergent

Paru dans *Libération* le 27 mars

Ancien leader étudiant, arrêté et torturé en 1988, Ka Hsaw Wa dirige l'ONG Earthrights International qui se bat pour le respect de l'environnement et des droits de l'homme sur les chantiers du pipeline de Yadana construit par Total et Unocal en Birmanie, l'un des régimes les plus répressifs du monde. Earthrights International a porté plainte aux Etats-Unis contre le pétrolier américain Unocal et a gagné le procès. Ka Hsaw Wa, lui, a reçu plusieurs prix pour son travail sur le terrain. Il est le héros d'un documentaire récemment diffusé au festival des Droits humains de Genève, Total Denial, de Milan Kaneva.

L'ONG que vous dirigez associe les droits de l'homme et le respect de l'environnement.

Pour nous, l'environnement et les droits de l'homme sont liés. Notamment en Birmanie, où un pouvoir militaire viole à la fois les ressources naturelles et les droits de l'homme. C'est la même chose. La junte fait tout pour rester au pouvoir et acheter des équipements militaires en Thaïlande et en Chine, donc elle vend les ressources naturelles du pays, le bois notamment (du teck). Pire même, quand elle fait des grands travaux, elle coupe la forêt et laisse pourrir le bois s'il n'est pas d'assez bonne qualité pour l'exportation. Elle a aussi massacré la faune : des rhinocéros, des tigres, des léopards. C'est un gâchis total. Nous sommes l'un des pays les plus riches d'Asie du Sud en terme de ressources naturelles mais notre population est la plus pauvre de la région. Dès que l'on dénonce ces trafics, on va en prison. Ecrire un poème sur la démocratie vaut sept ans de prison.

C'est le pipeline de Total qui a créé cette situation ?

Avant le pipeline, l'armée n'était pas présente dans cette région. Elle y a bâti des camps, a obligé les villageois à couper le bois (bambou notamment), pour rien, ruinant les villages. Elle a installé des champs de mine, instauré le travail forcé, brûlé des villages, brutalisé des villageois.

Total est au courant de ces violations ?

Bien sûr. Je veux que Total respecte et fasse respecter les droits de l'homme dans la zone où ils opèrent. Ils peuvent vraiment faire une différence. J'ai parlé à beaucoup de villageois. Ils me disent : « *Quand du personnel de Total est présent, ça va mieux. Le groupe a des moyens de pression sur la junte mais n'en fait pas assez. La junte a besoin de Total. Sans l'investissement étranger, elle ne peut pas tenir.* » Le problème c'est qu'il n'y a pas d'enquêtes indépendantes sur le sujet. Seuls les gens de Total et les militaires peuvent se rendre dans la région du pipeline. Le groupe pétrolier envoie aussi des missions pour veiller au respect des droits de l'homme. Ils interviewent les villageois mais ils ont peur et ne parlent pas librement. Quand ces

missions Total sont dans les villages, tout est préparé pour que les gens disent que tout va bien, qu'ils ne voient que des sourires. Quand je m'y rends avec mes équipes, j'entends tout autre chose. On me fait confiance. Je reconnais qu'il y a eu quelques améliorations et elles sont dûes, je dois le dire, aux efforts de Total.

✓ « **Droits de l'homme au Myanmar: comment sortir du blocage avec le gouvernement?** »
Par Mario Togni et Juan Gasparini

Publié par l'agence de presse InfoSud sur son site Internet le 23 mars

Les violations des droits de l'homme sont légion au Myanmar. Après quelques espoirs d'ouverture, les libertés fondamentales ont fortement régressé et la "culture de l'impunité" règne. La communauté internationale cherche les moyens de relancer un dialogue constructif avec les autorités.

"Exécutions sommaires, torture, travail forcé, violences sexuelles, recrutement d'enfants soldats..." Les violations énumérées dans le document du rapporteur spécial sur les droits de l'homme au Myanmar (ex-Birmanie) ne datent pas d'hier. Au cours des six années de son mandat, Paulo Sérgio Pinheiro a déjà eu maintes occasions de les présenter devant les instances des Nations Unies. Aujourd'hui, son inquiétude principale vient avant tout de la rupture totale du dialogue avec la junte militaire au pouvoir, qui lui refuse l'entrée sur son territoire depuis novembre 2003.

Cette dégradation des relations fait pourtant suite aux **espoirs d'ouverture** suscités par la présentation d'une "feuille de route pour la réconciliation nationale et la transition démocratique", estime le rapporteur. "Au cours des quatre premières années de mon mandat, j'ai pu rencontrer tous les prisonniers que je souhaitais et visiter plusieurs provinces. **Puis la coopération a cessé.** Le gouvernement a notamment exigé d'accompagner les visites de prisonniers du CICR, ce qui est totalement contraire à leur éthique."

Entre temps, "**l'exercice des libertés fondamentales** a également fait l'objet de restrictions draconiennes, relève le rapport. L'assignation à domicile d'Aung Sang Suu Kyi (opposante au régime et Prix Nobel de la Paix, ndlr), qui a encore été prolongée d'une année en mai 2006, en est l'illustration". A la fin de l'année dernière, le rapporteur estimait à 1200 le nombre de prisonniers politiques au Myanmar. Et si les opposants et militants des droits de l'homme sont considérés comme des "criminels", les acteurs des violations constatées jouissent en revanche d'une totale "impunité", ajoute-t-il.

Autre problème, **les conflits armés** qui font rage dans la partie Est du pays, où vivent différentes minorités ethniques, ont entraîné des "déplacements forcés massifs", rapporte M. Pinheiro. En 2006, les zones montagneuses, qui ne sont pas sous contrôle militaire, ont également été le théâtre d'une nouvelle poussée de violence, avec pour conséquence "la pire situation humanitaire qu'ait connue le pays depuis la campagne militaire de 1996-1997", poursuit-il.

Pour l'expert indépendant, les priorités actuelles seraient de reprendre les visites de prisonniers et de pouvoir accéder aux régions en conflits. "**L'amélioration du système judiciaire** est également un gros nœud sur lequel il faut travailler dès maintenant, sans attendre une transition démocratique au Myanmar."

Quoi qu'il en soit, pour envisager la reprise du dialogue avec le gouvernement birman, **une meilleure coordination de la communauté internationale est nécessaire**, relève encore M. Pinheiro : "La clé du problème se trouve dans les mains des pays de la région. Les Etats occidentaux qui veulent s'engager doivent s'imbriquer dans un partenariat avec l'Inde la Chine et la Thaïlande, avant tout. Mais je sais qu'après un demi-siècle de régime autoritaire, une certaine impatience se fait sentir."

Selon nos informations, les Etats-Unis souhaiteraient la tenue d'une session spéciale du Conseil des droits de l'homme sur le Myanmar. Plus modestement, un de leurs représentants confirme que Washington aimerait que le Conseil "intervienne" dans ce pays. Interrogé sur ce point, M. Pinheiro se dit "favorable" à cette option "s'il s'agit réellement d'une séance pour lancer des initiatives et trouver une stratégie commune permettant d'aider le gouvernement et la société du Myanmar à aller vers la démocratie. Si la session spéciale a uniquement pour but de châtier le Myanmar, je ne pense pas que cela en vaille la peine."
